28 février 1980 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

INTERVIEW ACCORDEE PAR M. VALERY GISCARD D'ESTAING AU JOURNAL "AL ANBA", A L'OCCASION DE SON VOYAGE AU PROCHE-ORIENT, PARIS, PALAIS DE L'ELYSEE, LE 28 FEVRIER 1980

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- QUE PENSEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, DU CHOIX EVENTUEL DE LA GRECE COMME LIEU DEFINITIF DES JEUX OLYMPIQUES DANS L'AVENIR ?

- LE PRESIDENT.- LE GOUVERNEMENT FRANCAIS ESTIME QUE LA DECISION DE PARTICIPER OU NON AUX JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU APPARTIENT AUX COMITES OLYMPIQUES NATIONAUX.

- QUANT AU CHOIX DE LA GRECE COMME LIEU DEFINITIF DES JEUX OLYMPIQUES, IL REVIENT AU COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE `CIO` D'EN DELIBERER.\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- QUE SE PASSERAIT-IL, MONSIEUR LE PRESIDENT, SI L'UNION SOVIETIQUE `URSS` NE PRENAIT PAS EN CONSIDERATION LES DIVERS AVERTISSEMENTS LANCES PAR LES CAPITALES DU MONDE OCCIDENTAL, EN-PARTICULIER CELLES DE WASHINGTON, PARIS ET BONN ? NE PENSEZ-VOUS PAS QUE L'OCCIDENT SE RESIGNERAIT FINALEMENT A LA PRESENCE SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN ? QUEL SERAIT ALORS L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE DETENTE QUE VOUS DEFENDEZ ?

- LE PRESIDENT.- LA FRANCE A DECLARE, DES L'ORIGINE, QUE L'INTERVENTION DES FORCES SOVIETIQUES EN AFGHANISTAN ETAIT INACCEPTABLE. C'EST DIRE QU'ELLE NE SE RESIGNE PAS AU FAIT ACCOMPLI. IL S'AGIT DONC DE RETABLIR, EN AFGHANISTAN, LA SITUATION QUI A ETE CELLE DE CE PAYS PENDANT DES DECENNIES. TROIS CONDITIONS DOIVENT ETRE REUNIES : D'UNE_PART, LE RETRAIT DES FORCES MILITAIRES ETRANGERES, D'AUTRE_PART L'EXERCICE, PAR LES AFGHANS, DE LEUR DROIT A DECIDER DE LEURS AFFAIRES, ENFIN, UNE GARANTIE A DETERMINER POUR QUE L'AFGHANISTAN NE SOIT PAS L'ENJEU OU L'INSTRUMENT D'UNE RIVALITE ENTRE LES SUPERPUISSANCES.

- C'EST A FACILITER LA DEFINITION D'UNE SOLUTION DE CE TYPE QUE S'EMPLOIE LA FRANCE A TRAVERS LES COMMUNICATIONS QU'ELLE MAINTIENT AVEC L'UNION SOVIETIQUE, SA CONCERTATION AVEC SES ALLIES ET LE DIALOGUE QU'ELLE ENTRETIENT AVEC LES PAYS NON-ALIGNES DONT ELLE CONNAIT LES PREOCCUPATIONS POUR LA PAIX.

- EN CE QUI CONCERNE LA DETENTE, IL EST EVIDENT QUE LE MOT NE DECRIT GUERE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE AVEC SES TENSIONS. MAIS NOUS PORTONS UN JUGEMENT POSITIF SUR LE BILAN DE LA POLITIQUE DE DETENTE DEPUIS QUINZE ANS. ELLE A CONTRIBUE, SANS AUCUN DOUTE, AU MAINTIEN DE LA PAIX. C'EST POURQUOI J'ESPERE QUE LES CONDITIONS D'UNE REPRISE DE LA POLITIQUE DE DETENTE, OU PLUS EXACTEMENT, D'UNE COOPERATION, D'UN EFFORT EN_DIRECTION DE LA PAIX, SERONT RAPIDEMENT REUNIES.\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- DANS UN RECENT DISCOURS, VOUS AVEZ PRECISE, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE LA FRANCE N'HESITERAIT PAS A INTERVENIR "SEULE ET A TEMPS" DANS CERTAINS POINTS CHAUDS DE L'AFRIQUE. VOTRE DERNIERE

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- VOUS ETES ALLE EN AFRIQUE. VOTRE DERNIERE PRISE DE POSITION A L'EGARD DES RECENTS EVENEMENTS DE GAFSA, EN TUNISIE, S'INSCRIT EGALEMENT DANS CETTE LIGNE. PARIS SERAIT-IL DISPOSE A ALLER PLUS LOIN DANS LA PROTECTION DES EX-COLONIES FRANCAISES, ET A QUOI ATTRIBUEZ-VOUS LE RELATIF SILENCE INTERNATIONAL CONSTATE SUR CETTE QUESTION ?
- LE PRESIDENT.- LES INTERVENTIONS, QUE LA FRANCE A ETE AMENEE A EFFECTUER DANS CERTAINS PAYS DU CONTINENT AFRICAIN AVEC LESQUELS ELLE ENTRETIENT DES RELATIONS ANCIENNES DE COOPERATION ET D'AMITIE REPONDAIENT A DES DEMANDES FAITES PAR LEURS GOUVERNEMENTS A LA SUITE D'ACTIONS DE DESTABILISATION D'ORIGINE EXTERIEURE DONT ILS ETAIENT L'OBJET.
- EN CE QUI CONCERNE LA TUNISIE, NOUS LUI AVONS SEULEMENT FOURNI UNE AIDE LOGISTIQUE EN-MATIERE DE TRANSPORT, LIMITEE A L'ENVOI DE DEUX AVIONS ET DE DEUX HELICOPTERES QUI ONT, DEPUIS, REGAGNE LEURS BASES.\
`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- ON SAIT QU'UN CERTAIN NOMBRE D'ORGANISATIONS ET DE PERSONNALITES ISRAELITES EN FRANCE S'OPPOSENT ENERGIQUEMENT A UNE EVENTUELLE VISITE OFFICIELLE DE M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DE L'OLP A PARIS. JUSQU'A QUEL POINT POURRAIENT-ILS INFLUENCER LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A CET EGARD ?
- NE PENSEZ-VOUS PAS, MONSIEUR LE PRESIDENT, QU'UNE TELLE VISITE POURRAIT ENCOURAGER L'OCCIDENT A RECONNAITRE NON SEULEMENT LES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN, MAIS SURTOUT A EXERCER UNE PRESSION SUR TEL AVIV `ISRAEL`, AFIN QU'ELLE METTE EN APPLICATION LES MULTIPLES RESOLUTIONS QUI LUI ONT ETE IMPOSEES PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ?
- LE PRESIDENT.- VOUS CONNAISSEZ LA POLITIQUE D'INDEPENDANCE DE LA FRANCE NON SEULEMENT A L'EGARD DE TOUTE INFLUENCE ETRANGERE, MAIS AUSSI A L'EGARD DE TOUTE PRESSION, QUELLE QU'ELLE SOIT.
- LA VISITE EVENTUELLE DE M. ARAFAT EN FRANCE NE POSE PAS DE PROBLEME DE PRINCIPE PUISQUE NOUS ENTRETENONS DEJA UN DIALOGUE AVEC LES REPRESENTANTS DE L'OLP. MAIS UNE TELLE VISITE DOIT AVOIR UN CARACTERE UTILE, C'EST-A-DIRE PERMETTRE UN PROGRES SUBSTANTIEL EN_DIRECTION DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT.\
`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - JORDANIENNES` QUESTION.- IL NOUS SEMBLE QU'INITIALEMENT LE PROGRAMME DE VOTRE VOYAGE NE COMPORTAIT PAS LA JORDANIE. POURRIEZ-VOUS NOUS DONNER QUELQUES PRECISIONS SUR LES RAISONS QUI SONT A L'ORIGINE DE CE CHANGEMENT ? QU'ATTENDEZ-VOUS DE VOS CONVERSATIONS AVEC LES DIRIGEANTS JORDANIENS ?
- LE PRESIDENT.- LE ROI HUSSEIN M'AVAIT INVITE A ME RENDRE EN JORDANIE LORS DE LA VISITE OFFICIELLE QU'IL AVAIT EFFECTUEE EN FRANCE EN 1977 `DATE`. DEPUIS CETTE DATE, JE SOUHAITAIS POUVOIR REPONDRE A CETTE INVITATION. DES QUE J'AI ENVISAGE DE ME RENDRE DANS LA REGION, J'AI DEMANDE AU ROI HUSSEIN S'IL ETAIT EN_MESURE DE ME RECEVOIR ET J'AI EU UNE REPONSE POSITIVE.
- LES ENTRETIENS QUE J'AURAI AVEC LUI PORTERONT, BIEN ENTENDU, SUR L'EVOLUTION DU CONFLIT DU PROCHE-ORIENT ET, EN-PARTICULIER, SUR LE PROBLEME PALESTINIEN. COMPTE_TENU DES RESPONSABILITES PARTICULIERES DE LA JORDANIE A CET EGARD, ET DE L'INTERET QUE LA FRANCE PORTE AU REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO - ARABE, J'ATTACHE LA PLUS GRANDE IMPORTANCE A L'ANALYSE QUE L'ON FAIT A AMMAN DE LA SITUATION ACTUELLE.
- JE SOUHAITE AUSSI QUE NOS ENTRETIENS SOIENT L'OCCASION DE RECHERCHER LES MOYENS DE RENFORCER LA COOPERATION ENTRE NOS DEUX PAYS, COMPTE_TENU DES PERSPECTIVES QUE LUI OUVRE LE DEVELOPPEMENT ACTUEL DE LA JORDANIE.\
`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- EN CAS DE REELLE MENACE CONTRE LES PUITS DE PETROLE, LES ETATS-UNIS ONT AVANCE, A PLUSIEURS REPRISES, LA POSSIBILITE D'UNE INTERVENTION MILITAIRE AU PROCHE-ORIENT. LA GRANDE-BRETAGNE A EMBOITE

LE PAS DES ETATS-UNIS SUR_CE_POINT. QUELLE EST SUR CES PROBLEMES, LA POSITION DE LA FRANCE ?
- LE PRESIDENT.- JE N'AI PAS A ME PRONONCER SUR L'ATTITUDE QUE TELLE OU TELLE PUISSANCE POURRAIT ADOPTER DANS L'HYPOTHESE QUE VOUS EVOQUEZ.
- EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE, JE SERAI NET. LA SECURITE DES PAYS DE LA REGION EST DE LEUR SEULE RESPONSABILITE. C'EST A EUX, ET A EUX SEULS, QU'IL APPARTIENT DE DETERMINER ET DE METTRE EN_OEUVRE LES MOYENS DE _NATURE A MIEUX ASSURER CETTE SECURITE. DANS LA MESURE OU ILS LE SOUHAITERAIENT, LA FRANCE SERAIT DISPOSEE COMME ELLE L'A DEJA FAIT, A LEUR FOURNIR LES MATERIELS `ARMES` DONT ILS ESTIMERAIENT NECESSAIRE DE SE DOTER. CETTE COOPERATION EST EXCLUSIVE DE TOUTE INGERENCE DANS UN DOMAINE, QUI RELEVE DE LEUR SOUVERAINETE.\
`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - KOWEITIENNES` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOTRE VISITE AU KOWEIT REVET ACTUELLEMENT UNE IMPORTANCE CAPITALE, EN-RAISON DE LA CRISE INTERNATIONALE QUI EST PLUS PARTICULIEREMENT DECLENCHEE PAR L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN. APPAREMMENT LES DEUX BUTS PRINCIPAUX DE VOTRE VISITE SONT, D'UNE_PART, LA CONSOLIDATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN PETROLE POUR LA FRANCE ET, D'AUTRE_PART, L'OUVERTURE DU TRIPLE DIALOGUE EURO - AFRO - ARABE. PEUT-ON AUJOURD'HUI CONSIDERER QUE LE PROBLEME DE LA PROTECTION DU GOLFE `PERSIQUE` SERAIT PRIORITAIRE ? LE PRESIDENT.- MA VISITE AU KOWEIT, PAYS AVEC LEQUEL LA FRANCE ENTRETIENT DES RELATIONS DE COOPERATION ET D'AMITIE, REPOND A CELLE QUE CHEIKH JABER AL AHMAD AL SABAH AVAIT FAITE A PARIS EN 1975 `ANNEE`.
- NOUS EXAMINERONS LES DIVERS ASPECTS DE LA COOPERATION ENTRE NOS DEUX PAYS QUI SE DEVELOPPE DE MANIERE SATISFAISANTE MAIS PEUT ETRE ENCORE RENFORCEE, COMPTE_TENU DE NOS POSSIBILITES RESPECTIVES. NOS RELATIONS DANS LE DOMAINE PETROLIER NE CONSTITUENT QU'UN ASPECT DE CETTE COOPERATION.
- J'ATTACHE AUSSI LA PLUS GRANDE IMPORTANCE AUX ECHANGES_DE_VUES POLITIQUES QUE J'AURAI AVEC CHEIKH JABER. LES DEVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX DE L'AFFAIRE AFGHANE, LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, LES PREOCCUPATIONS DE SECURITE QUI SE MANIFESTENT DANS LA REGION, LES PERSPECTIVES DE DIALOGUE ET DE COOPERATION ENTRE LES PAYS DU GOLFE ET LA COMMUNAUTE_EUROPEENNE, AINSI QUE LA PROPOSITION QUE J'AI FAITE D'UN "TRILOGUE" ENTRE TROIS ENSEMBLES ARABE, AFRICAIN ET EUROPEEN, TELS SONT LES SUJETS QUE JE SOUHAITE EVOQUER.\